INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 12 janvier 2023**

**INFOS MACRO**

* Les principales Bourses européennes ont fini en hausse, après avoir réagi favorablement dès la publication de données sur l’inflation américaine, en baisse en décembre. Au plus fort de la séance, l’indice phare de la place parisienne a gagné 1,32% à 7 015 points. Le CAC 40 a ensuite perdu un peu de terrain, ne gagnant plus au final que 0,74% à 6 975 points. L’EuroStoxx 50 a ,lui, progressé de 0,66% à 4 126,68 points. Aux Etats-Unis, après avoir évolué dans le rouge à l’ouverture, les indices ont retrouvé du peps, le Dow Jones s’adjugeant 0,40% vers 17h30.
* L'actualité de ce jeudi aura été animée par les chiffres de l'inflation aux Etats-Unis pour décembre dévoilés en début d'après-midi.
* Pour la première fois depuis plus de deux ans et demi, les prix à la consommation aux Etats-Unis ont baissé en décembre, en raison notamment du recul continu des prix à la pompe.
* L'indice des prix à la consommation (CPI) du département du Travail a baissé de 0,1% sur la période, alors que les économistes interrogés par Reuters tablaient sur une inflation nulle.
* Sur un an, l'inflation s'affiche en hausse de 6,5%.
* Cette statistique renforce la probabilité d'un nouveau ralentissement du rythme de hausse des taux de la Fed, à 25 points de base en février.
* Outre l'inflation, le marché du travail, qui reste extrêmement tendu, est l'autre variable surveillée avec la plus grande attention par la Fed.
* Ce jeudi, les investisseurs ont également pris connaissance que 205 000 inscriptions au chômage ont été enregistrées la semaine dernière aux Etats-Unis, à comparer avec un consensus de 215 000 après 206 000 la semaine précédente, chiffre révisé de 204 000.
* Groupe minier suédois, LKAB a identifié d'importants gisements de terres rares dans la région de Kiruna en Suède, des métaux essentiels, entre autres, à la fabrication de véhicules électriques et d'éoliennes. À la suite d'une exploration fructueuse, la société fait aujourd'hui état de ressources minérales de métaux de terres rares dépassant un million de tonnes d'oxydes de terres rares et du plus grand gisement connu de ce type en Europe. LKAB envisage de soumettre une demande d'exploitation en 2023.

Le groupe minier explique qu'il faudrait au moins 10 à 15 années avant de pouvoir commencer à exploiter le gisement et à l'expédier sur le marché.

"C'est une bonne nouvelle, non seulement pour LKAB, la région et le peuple suédois, mais aussi pour l'Europe et le climat. Il s'agit du plus grand gisement connu d'éléments de terres rares dans notre région du monde, et il pourrait devenir un élément important pour la production des matières premières essentielles qui sont absolument cruciales pour permettre la transition écologique. Nous sommes confrontés à un problème d'approvisionnement. Sans mines, il ne peut y avoir de véhicules électriques", déclare Jan Moström, président et directeur général du groupe LKAB.

Aucun élément de terre rare n'est actuellement extrait en Europe. Dans le même temps, la demande devrait augmenter de façon spectaculaire en raison de l'électrification, ce qui entraînera une sous-offre mondiale, et ce alors que les tensions géopolitiques augmentent.

Selon l'évaluation de la Commission européenne, la demande en éléments de terres rares pour les voitures électriques et les éoliennes, entre autres, devrait être multipliée par plus de cinq d'ici 2030. Aujourd'hui, l'Europe est également dépendante des importations de ces minéraux, dont la Chine domine complètement le marché, un facteur qui accroît la vulnérabilité de l'industrie européenne.

* La devise japonaise est bien orientée depuis ce matin : le dollar perd 1,77% à 130,10 yens. Selon le journal Yomiuri, les responsables de la Banque du Japon (BoJ) examineront les effets secondaires du récent relâchement de leur politique monétaire lors de la réunion de la semaine prochaine. Le rapport ajoute que la BoJ observe des mouvements involontaires des taux d'intérêt après avoir modifié le mois dernier le rendement cible du JGB à 10 ans de 25 points de base pour le porter à 0,50 %.

" Le marché des changes interprète évidemment l'annonce d'aujourd'hui comme rendant marginalement plus probable la fin de la politique monétaire ultra-expansionniste au Japon ", explique Commerzbank. " C'est très important à mes yeux ", poursuit le cambiste. "

Pour le spécialiste, il n'est en effet " toujours pas clair si la décision surprise de la BoJ en décembre était la première étape de la sortie de la politique monétaire ultra-expansionniste, ou (comme la BoJ l'a signalé) si elle a été prise pour des raisons purement techniques afin de soutenir le fonctionnement du marché ".

* Les taux de défaut sur 12 mois des obligations d'entreprises à haut rendement (HY) des marchés développés européens s'élevaient à 1,3% en décembre 2022, soit un peu moins que les prévisions de Fitch Ratings pour l'ensemble de l'année 2022 (1,5%), indique l'agence de notation.

Elle prévoit que le taux de défaut HY sur 12 mois des marchés développés augmentera à 2,5% d'ici fin 2023, et à 4% d'ici fin 2024, car les émetteurs à fort effet de levier dans les secteurs cycliques continuent de lutter contre la hausse des taux, le ralentissement de la croissance et les conditions de refinancement difficiles à l'approche des échéances.

* Sam Bankman-Fried est de retour en ligne pour se défendre. " Je n'ai pas volé de fonds, et je n'ai certainement pas caché des milliards " a-t-il ainsi écrit dans un blog abrité par le plateforme Substack. Selon lui, l'effondrement de son fonds spéculatif, Alameda Research, a résulté de la chute générale du marché des crypto-monnaies et non d'actions frauduleuses. Sam Bankman-Fried affirme également que FTX aurait pu lever de nouveaux fonds auprès des investisseurs et rembourser ses clients s'il n'avait pas été contraint à la faillite.

**SOCIETES**

* Du côté des valeurs, Ubisoft a dévissé de 14,03% après avoir lancé un avertissement sur ses résultats 2022-2023, évoquant, entre autres, la détérioration des conditions macroéconomiques.
* Orpea est lanterne rouge du SBF120 ce jeudi avec une baisse de plus de 17,55% à 7,13 euros après trois séances de forte hausse. « Face aux mouvements inhabituels constatés sur son cours de bourse ces derniers jours », le spécialiste de la prise en charge des personnes âgées dépendantes a publié ce matin un communiqué rappelant qu’il est « engagé dans la négociation d’une restructuration financière drastique impliquant une dilution massive pour les actionnaires existants qui décideraient de ne pas y participer ».

Le concert d'actionnaires Concert'O, réunissant les actionnaires activistes Mat Immo Beaune et Nextstone, et qui est " un des principaux actionnaires " d'Orpea, " s'insurge " contre ce communiqué de presse du groupe, " dont le but semble être d'impacter à la baisse son propre cours de bourse ".

Depuis le début de l'année, l'action du groupe a bondi de plus de 40% après avoir perdu 90% de sa valeur en 2022. Tout est parti de la publication en janvier 2022 du livre " Les fossoyeurs ", un ouvrage relatant de graves dysfonctionnements dans la prise en charge des résidents.

* Ubisoft dévisse de 14,03% à 20,52 euros au lendemain d’un important avertissement sur ses résultats. En réaction, JPMorgan a abaissé sa recommandation de Surpondération à Neutre. L’éditeur de jeux vidéo a justifié ce profit warning par des lancements récents n’ayant pas donné les résultats attendus (Mario + Lapins Crétins : Sparks of Hope et Just Dance 2023) et une détérioration des conditions macroéconomiques.

" Cet avertissement traduit les difficultés de l'environnement du secteur, ainsi que des erreurs stratégiques " explique Invest Securities. " Les performances opérationnelles actuelles et dans un futur récent vont refléter un momentum encore compliqué et une très faible visibilité ".

L'éditeur de jeux vidéo vise désormais sur l'exercice 2022-23, clos fin mars, une perte opérationnelle ajustée (non-IFRS) de 500 millions d'euros contre un profit de 400 millions d'euros précédemment. Le net bookings, l'équivalent des revenus, est désormais attendu en baisse de plus de 10% contre l'objectif précédemment communiqué d'une croissance de plus de 10%.

Outre la réduction de sa prévision de net bookings, le nouvel objectif de résultat opérationnel ajusté prend en compte le report de Skull and Bones au début de l'exercice 2023-24 et la dépréciation accélérée d'environ 500 millions d'euros de la R&D capitalisée.

* TotalEnergies a démarré en France sa dix-huitième unité de production de biogaz qui sera, avec une capacité maximale de 160 gigawatt-heures (GWh), la plus importante du pays. Baptisée BioBéarn et située à Mourenx dans le département des Pyrénées-Atlantiques, cette nouvelle unité, alimentée en déchets organiques, a commencé à injecter, dans le réseau de transport de gaz naturel opéré par Téréga, ses premiers mètres cubes de biométhane, un gaz à la fois renouvelable, décarboné et produit localement.

Elle en produira 69 GWh en 2023, puis montera progressivement en puissance pour répondre à une demande de biogaz en forte croissance.

" Ce projet, qui illustre la volonté de TotalEnergies de promouvoir l'économie circulaire, permet de valoriser 220 000 tonnes de déchets organiques en 200 000 tonnes par an de digestat, un fertilisant naturel, et 160 GWh de biométhane, soit l'équivalent de la consommation annuelle moyenne de 32 000 habitants " a souligné le groupe pétrolier.

BioBéarn permet plus particulièrement au bassin de Lacq, historiquement tourné vers les activités gazières, de poursuivre sa stratégie de croissance locale et durable, cette nouvelle unité permettant d'éviter l'émission de 32 000 tonnes de CO2 par an.

* A l'issue de l'exercice 2022, le chiffre d'affaires consolidé d'Ekinops s'est établi à 127,6 millions d’euros, en progression de 23% par rapport à l'exercice précédent à périmètre constant. Le spécialiste des solutions de télécommunications dédiées aux opérateurs de télécommunications et aux entreprises a enregistré une croissance de 19% à taux de change constants. Le titre gagne 2,48% à la clôture à 8,67 euros.

Au quatrième trimestre 2022, le chiffre d'affaires s'est élevé à 31,5 millions d'euros, soit une progression de +10% (+6% à taux de change constants) malgré des tensions sur la logistique et la chaîne d'approvisionnement particulièrement fortes en fin d'année.

Les difficultés à livrer certaines commandes en fin d'année, qui seront honorées tôt en 2023 sans causer de problèmes majeurs pour les clients, ont ainsi occasionné un manque à gagner de quelque millions d'euros en termes de facturations au quatrième trimestre. Parallèlement, l'activité commerciale et la prise de commandes sont restées très dynamiques en fin d'année.

* MND, groupe industriel français spécialiste notamment des remontées mécaniques et des systèmes d’enneigement, annonce qu’il est parvenu à un accord de restructuration financière avec ses principaux partenaires financiers, Cheyne European Strategic Value Credit Fund et l’État français par l’intermédiaire du Fonds de Développement Économique et Social (FDES). L’accord prévoit l’apport de financements supplémentaires par Cheyne pour 20,7 millions d’euros au total (dont 14,0 millions déjà versés). Le titre perd 11,90% à la clôture à 2,22 euros.

L'accord prévoit également le désendettement massif du groupe par le biais d'une conversion en capital de la dette existante à hauteur de 136,6 millions d'euros et l'allongement de la maturité du prêt du FDES octroyé en 2020 avec un amortissement à compter de juillet 2025 et jusqu'en juillet 2029.

Il s'agit de renforcer la structure financière du groupe en le dotant des liquidités nécessaires pour lui permettre de mener à bien sa croissance et ses investissements dans le cadre du plan stratégique " Succeed Together 2024 ", consécutivement à un exercice 2021/2022 marqué par une augmentation du chiffre d'affaires de 81%.

**ANALYSE**

* L'inflation se sera, en 2022, brusquement rappelée à nous, partout dans le monde. Les tendances de fond suggèrent que le problème est là pour durer. Ainsi de nombreux pays sont-ils aujourd'hui engagés dans des « guerres », réelles ou métaphoriques, qui conduiront au creusement des déficits budgétaires, à une monétisation croissante de la dette et à la hausse des taux d'inflation.

Le monde souffre d'une forme de « dépression géopolitique », que vient couronner l'escalade de la rivalité entre l'Occident et les puissances révisionnistes alignées (sinon alliées) que sont la Chine, la Russie, l'Iran, la Corée du Nord et le Pakistan. Les temps sont à la guerre, déclarée ou froide. La brutale invasion de l'Ukraine par la Russie peut encore s'étendre et contraindre l'Otan à réagir. Israël - et avec lui les Etats-Unis - est engagé sur une route de collision avec l'Iran, qui n'est plus loin du seuil d'accession à la puissance nucléaire. Le Moyen-Orient, plus largement, est un baril de poudre. Pendant ce temps les Etats-Unis et la Chine, face à face, se disputent la domination de l'Asie et se demandent si ou quand Taïwan sera réunie par la force au continent.

En conséquence, les Etats-Unis, l’Europe et l’Otan réarment, comme à peu près tout le monde au Moyen-Orient et en Asie, le Japon compris, qui s'est lancé dans un effort militaire inédit depuis des dizaines d'années. Partout, les dépenses d'armement, conventionnel ou non (nucléaire, mais cyber, biologique et chimique) augmentent, et les finances publiques en pâtiront.

La guerre mondiale contre les changements climatiques coûtera cher elle aussi, tant au secteur public que privé. Il faudra des milliers de millions de dollars par an pendant les décennies à venir pour atténuer la modification du climat et s'y adapter, et ces investissements n'accéléreront pas la croissance. Après une guerre réelle qui a détruit le capital physique d'un pays, une forte augmentation des investissements peut bien sûr se traduire par une expansion économique ; le pays en question s'est pourtant appauvri, car il a perdu une part importante de son patrimoine. Il en va de même des investissements climatiques : une portion significative des équipements existants devra être remplacée, qu'ils soient devenus obsolètes ou qu'ils aient été détruits par des événements météorologiques dus aux changements climatiques.

Nous menons aussi une guerre coûteuse contre les pandémies futures. Pour maintes raisons, dont certaines liées au climat, les flambées épidémiques évoluant en pandémies seront plus fréquentes. Que les pays investissent dans la prévention ou réagissent aux futures crises sanitaires, ils seront durablement confrontés à une hausse de leurs coûts, qui s'ajoutera au poids accru des dépenses liées au vieillissement.

Nous serons en outre contraints de mener une guerre contre les effets perturbateurs de la « mondiatique » (« globotics »), ou combinaison de la mondialisation et de l'automation (notamment l'intelligence artificielle et la robotique), qui menacent un nombre croissant des activités assurées par les cols bleus et les cols blancs. Les administrations publiques seront poussées à aider celles et ceux qui seront restés sur le bord de la route, via des transferts budgétaires considérables ou des services publics beaucoup plus développés. Un maigre revenu de base de 1.000 dollars mensuels coûterait ainsi aux Etats-Unis environ 20 % de leur PIB.

Enfin, nous devons aussi livrer une guerre urgente (et liée à ce qui précède) au creusement des inégalités de revenus et de patrimoine. Faute de quoi le malaise ressenti par les jeunes et par de nombreux ménages d'employés et d'ouvriers ou des classes moyennes continuera d'alimenter des réactions de rejet de la démocratie libérale et du capitalisme de marché. Pour empêcher des régimes populistes d'accéder au pouvoir et de mener des politiques économiques irresponsables et insoutenables, les démocraties libérales devront dépenser des fortunes afin de renforcer leur système de protection sociale - ce que beaucoup ont déjà entrepris.

Mener ces « guerres » coûtera cher, et la capacité des gouvernements à les financer par des hausses d'impôts sera réduite. Le ratio recettes fiscales/PIB est déjà très élevé dans la plupart des économies avancées - en Europe surtout - et l'évasion fiscale, l'évitement fiscal, mais aussi l'arbitrage des litiges fiscaux vont encore compliquer les tentatives de hausses d'impôts sur les hauts revenus.

Ainsi la poursuite de ces guerres nécessaires va-t-elle augmenter la dépense et les transferts publics par rapport au PIB, sans qu'une hausse des recettes fiscales ne vienne la compenser. Les budgets verront croître leur déficit structurel, qui dépassera le niveau actuel, ce qui pourrait conduire à des taux d'endettement insoutenables, conduisant à des crises de la dette, avec leurs effets néfastes sur la croissance.

Pour les pays qui empruntent dans leur propre monnaie, un choix commode consistera à permettre qu'une hausse de l'inflation réduise la valeur réelle à long terme des dettes à taux fixe. Cette stratégie fonctionne comme un impôt sur les épargnants et les prêteurs, en faveur de ceux qui se sont endettés, et elle peut être menée de pair avec des mesures drastiques comme la répression financière, les impôts sur le capital, voire le défaut pur et simple. Dans la mesure où cet « impôt d'inflation » joue comme une forme subtile et subreptice d'imposition, qui ne nécessite ni législation ni accord formel, elle exerce l'attraction du moindre effort lorsque dette et déficit sont de plus en plus insoutenables.

Je me suis principalement attaché aux facteurs de la demande qui conduiront à une hausse des dépenses, des déficits, de la monétisation de la dette et de l'inflation, mais nombre de chocs agrégés d'offre pourraient à moyen terme s'ajouter aujourd'hui aux pressions stagflationnistes, renforçant les risques de récession et de crises de la dette en cascade. La grande modération est morte et enterrée. Voici venu le temps de la grande crise de la dette stagflationniste.

**L’AGENDA DU 13 janvier 2023**

**8h45 en France**

Inflation définitive en décembre

**11h00 en zone euro**

Production industrielle en novembre

**14h30 aux Etats-Unis**

Prix des importations en décembre

**16h00 aux Etats-Unis**

Indice de confiance des ménages de l'Université du Michigan en janvier